

Ivry-sur-Seine, le 1^{er} juin 2016

Communiqué

L'AMF : le supplice de la goutte d'eau

Un peu plus d'une semaine après la parution du rapport de la sénatrice Cartron, le Président va rencontrer l'association des Maires de France lors de leur salon annuel. Aujourd'hui, les communes ont largement contribué à l'effort national et arrivent à bout de souffle. Et lorsqu'il faut faire des soustractions, l'animation est souvent la valeur d'ajustement...

PEDT : Demander plus et financer moins !

Nous l'avons répété à plusieurs reprises, depuis le début de la réforme des rythmes éducatifs, la logique financière fait référence. Or, on ne peut mener une réforme éducative lorsque l'on tire sur les coûts. Depuis le début de cette réforme, nous sommes en désaccord avec l'AMF sur les mesures politiques à prendre. Cependant, un point nous rassemble : Arrêtons de demander plus en finançant moins !

Augmentation des taux d'encadrement, développement du travail précaire, non prise en compte des temps de préparation, refus de formation... La liste est longue et l'animation paie un lourd tribut pour cette réforme qui mériterait que l'on y mette un peu le prix !

Le rapport Cartron préconise d'ailleurs qu'un effort de formation et de professionnalisation soit entrepris. Parfait ! Mais il faudra s'en donner les moyens et assurer la qualité des formations.

ANI : L'Accord des Nouvelles Inégalités ?

Avec l'ANI (Accord National Interprofessionnel), le gouvernement a choisi de réduire la fiscalité des entreprises et associations en faisant le pari que cela permettra de développer l'emploi et la formation. Après 2 ans de négociations dures et intenses, le résultat pour la branche de l'animation est aujourd'hui catastrophique. Les « entreprises » du secteur ne bénéficient d'aucun avantage (ou presque) et doivent tout de même fournir un effort. Le dialogue social de branche a permis des avancées pour les salariés. Mais ces dernières vont être particulièrement compliquées à financer avec la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités qui conduit à baisser le soutien aux associations.

Un gouvernement typhon pour l'animation

La succession des décisions prises par ce gouvernement n'a cessé de mettre notre secteur en difficulté. Après la casse du service public engagé par la RGPP, les associations se sont retrouvées abandonnées par un Etat de plus en plus loin des réalités de terrain. Avec l'ANI, le gouvernement a privé la société de ressources certaines. Et lorsqu'il a fallu appliquer une politique de masse, c'est aux collectivités territoriales que ce gouvernement a demandé des efforts financiers. Aujourd'hui, nos communes aux budgets de plus en plus restreints diminuent leurs aides aux associations et se laissent aller aux logiques économiques. Les associations sont la variable d'ajustement.

Après tant d'espoir pour l'Education et la jeunesse, ce gouvernement a pour le moment déçu et raté sa cible. M.Hollande, vous qui vous allez vous exprimez auprès de l'ensemble des Maires de France, pouvez-vous leur expliquer comment faire de la jeunesse une priorité si l'Etat lui-même n'est pas présent auprès des professionnels de jeunesse et d'Éducation Populaire !

Contact presse :

Patrice Weisheimer

06 63 14 67 31

sep.sg@unsa-education.org

www.sep-unsa-education.org